46ES JOURNÉES DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SÉNOLOGIE ET DE PATHOLOGIE MAMMAIRE
PALAIS DES CONGRÈS | BORDEAUX
DU 19 AU 21 NOVEMBRE 2025
Organisatrices
Monica Arnedos (Bordeaux)
Christine Tunon de Lara (Bordeaux)
Prise en charge et traitement personnalisés : (R)Évolutions récentes
SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SÉNOLOGIE ET DE PATHOLOGIE MAMMAIRE
SFSPM

Z01 : Intelligence artificielle et responsabilité médico légale dans les procédures civiles. L'exemple du cancer du sein

Titre

Français : Intelligence artificielle et responsabilité médico légale dans les procédures civiles. L'exemple du cancer du sein
Anglais : Artificial intelligence and medico legal liability in civilian procedure. The Breast cancer example

Auteurs

R.J. salmon (1), M bricout (2), thierry Guihard (3)
(1) chir, saint jean de Dieu, 2 rue Rousselet, 75007, paris, France
(2) radio, oudinot, 2rue Rousseletsele, 75007, PARIS, France
(3) chir, oudinot, 2 rue rousselet, 75007, PARIS, FRANCE

Responsable de la présentation

Nom : salmon
Prénom : rémy
Adresse professionnelle : 2 rue Rousselet
Code postal : 75007
Ville : paris
Pays : France
Newsletter : 1
Inscription PJS : 0

Mots clés

Français : IA, Responsabilité médico légale, Procédures civiles
Anglais : AI, Medico legal liability, civilian procedures

Spécialité

Principale : Chirurgie

Texte

L'intelligence artificielle pose des problèmes de responsabilité civile actuellement mal résolus. Magistrats, avocats et experts se trouvent partagés entre les algorithmes conçus par des mathématiciens et les situations cliniques concernant d'éventuelles fautes/erreurs médicales.
Le marquage CE, obtenu par les logiciels disponibles dans le commerce en Europe, protège, en principe, leurs concepteurs des recours juridiques.
Qui va alors être responsable en cas de procédure juridique.
L'utilisateur de l'IA : le médecin qui signe le compte rendu d'un examen.
L'hôpital ou la clinique qui met à la disposition les logiciels d'IA à ses médecins
Le concepteur du programme qui collabore avec les datas fournis par des médecins
Les fabricants qui incluent les logiciels d'IA dans certains appareils : radiologie, radiothérapie, robots chirurgicaux, analyse d'image anapath. Le vrai propriétaire du software est parfois difficile à identifier dans ces IA incluses.
Différents exemples peuvent retenus
- imagerie mammaire ou l'analyse aidée par l'IA peut être tenue pour responsable d'un retard diagnostique (cancer lobulaires notamment).
- Anatomie pathologique ou certains paramètres qui peuvent conduire à décider ou non d'une chimiothérapie néo adjuvante sont discordants entre les résultats de la biopsie initiale et celle de la pièce opératoire.
- Analyse moléculaire qui permet d'analyser l'ensemble du génome sur prélèvement ou sur biopsie liquide et de choisir le meilleur traitement ciblé disponible et le lieu ou il est accessible.
- Les prescriptions des médicaments, préparées dans une pharmacie centrale, loin des médecins et des patientes, en accord avec les AMM. Mais des confusions entre ml et mg, entre adulte et enfant font régulièrement la une des journaux.
Pour se protéger des procédures
Le consentement éclairé est obligatoire comme la RCP pour l'ensemble des soins, mais les avocats auront beau jeu de dire que leur cliente à qui on avait proposé une chimiothérapie néo adjuvante, suivie par un geste chirurgical avec une reconstruction immédiate par une prothèse, un lambeau, de la graisse, n'avaient rien compris. Si tout se passe bien, pas de problème, si une complication survient les procédures suivent.
Il est souvent difficile de définir en la matière les liens et les conflits d'intérêt qui peuvent exister entre les praticiens qui ont fourni et analysé les datas permettant la réalisation des algorithmes et les fabricants de logiciels commerciaux.
Certains comité de lectures aux USA demandent actuellement de préciser le recours à l'IA ainsi que les liens spécifiques d'intérêt

Le Pr MOUTEL déclare avec l'article 1242 du code civil : « actuellement en cas de négligence ou d'erreur, la responsabilité civile retombe sur le médecin qui suit la patiente. En cas d'IA, de robot ou d'algorithme, il n'y a pas de cadre légal précis car les machines n'ont pas d'existence légale et il n'est pas clair de savoir si un objet connecté est responsable de ses actions »

EN CONCLUSION, ACTUELLEMENT, C'EST CELUI QUI SIGNE QUI EST RESPONSABLE